



HAL
open science

Russie: le syndrome de la puissance

Anne de Tinguy

► **To cite this version:**

Anne de Tinguy. Russie: le syndrome de la puissance. Ceriscope Puissance, Sciences Po - CERI, pp.1-21, 2013. hal-01044551

HAL Id: hal-01044551

<https://sciencespo.hal.science/hal-01044551>

Submitted on 23 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Russie : le syndrome de la puissance

Par Anne de TINGUY

- [BRICS](#)
- [G20](#)
- [G8](#)
- [Hard power](#)
- [Influence](#)
- [Multilatéralisme](#)
- [Ordre international](#)
- [Politique culturelle](#)
- [Soft power](#)
- [Russie](#)
- [Militaire](#)
- [Politique étrangère / diplomatie](#)
- [Ressources énergétiques](#)

Comment citer cet article

Anne de TINGUY, "Russie : le syndrome de la puissance", *CERISCOPE Puissance*, 2013, [en ligne], consulté le 23/07/2014, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part4/russie-le-syndrome-de-la-puissance>

La question de la puissance est inscrite dans l'histoire de la Russie. Du XVI^e au XX^e siècle, l'empire russe a quasiment continûment repoussé ses frontières dans toutes les directions par l'intégration progressive de territoires contigus. L'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), dont la Russie est l'Etat successeur, a été longtemps considérée comme la deuxième puissance mondiale dans un monde qui était bipolaire (1947-1991). La géographie contribue elle aussi à un sentiment de puissance. Dotée du plus grand territoire du monde, la Russie est un Etat-continent qui s'étend de l'Europe jusqu'au Pacifique. Aujourd'hui, elle se positionne résolument aux côtés des grands pays industrialisés et des puissances émergentes comme l'un des grands centres de pouvoir d'un monde multipolaire dont elle s'emploie depuis des années à affirmer l'existence et comme l'un des acteurs de ce qu'elle estime être le basculement de l'ordre mondial en faveur des émergents. Elle est en effet un acteur de poids dans la vie internationale, les événements de l'automne 2013 en Syrie en témoignent. Quelque vingt ans après l'effondrement de l'Union soviétique, elle n'a pourtant plus depuis longtemps l'influence qu'elle avait du temps de la guerre froide. A de nombreuses reprises, elle n'a pas été en mesure de se faire entendre et de peser comme elle le souhaitait sur les processus internationaux. A ce décalage entre son ambition de puissance et les déceptions subies, réelles ou ressenties comme telles, le pouvoir a tenté de répondre. Avec des résultats qui ne sont pas tous à la hauteur de ses attentes.

Entre puissance et impuissance

Depuis 1991, les dirigeants russes n'ont cessé d'évoquer la puissance de leur pays. Ainsi que le rappelle le Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie du 12 février 2013, la Russie joue « depuis des siècles » « un rôle unique » dans le monde ; elle contribue « à

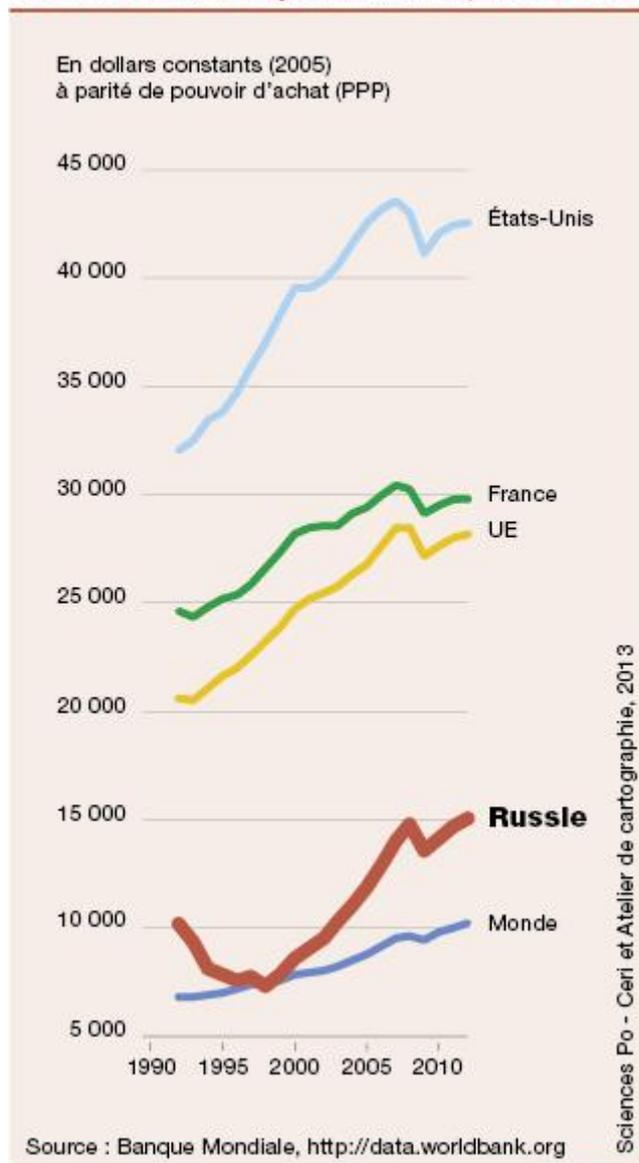
forger le système international ». La conclusion qu'en tire le président Poutine est qu'elle doit être écoutée et traitée « d'égal à égal » par les grands de ce monde.

Positionnement international et ambition de puissance

Le positionnement de la Russie sur la scène internationale découle de cette grande ambition. Depuis 1992, le Kremlin a maintes fois affirmé ne pas avoir de projet néo-impérial. L'idée que « l'étranger proche », terme qui désigne l'espace postsoviétique (l'Eurasie), ne relève pas de la même catégorie que l'étranger continue pourtant à s'imposer comme une évidence : cette région constitue « la sphère des intérêts vitaux de la Russie » qui en est le « centre naturel ». La politique et la stratégie russes dans cette zone ont évolué depuis 1991, mais elles restent dominées par une volonté d'y garder une place prépondérante (de Tinguay 2008 ; Popov 2008). En Europe, la Russie se définit comme un pôle de puissance. « Puissance mondiale s'étendant sur deux continents », elle entend préserver « les avantages que lui confère le fait d'être un Etat eurasiatique et le pays le plus important de la Communauté des Etats indépendants ». Son objectif n'est pas d'intégrer l'Union européenne (UE), mais de développer avec celle-ci, sur « un pied d'égalité », un partenariat qui permette à « la Grande Europe » « d'être entendue » et de peser dans le monde (Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie 1999). L'image de l'autre reflétant l'image de soi (Neumann 1996), le rapport aux Etats-Unis est central dans sa vision du monde. Se présenter comme un interlocuteur privilégié de la première puissance mondiale, montrer que des dossiers essentiels de la vie internationale, notamment ceux liés au désarmement nucléaire, continuent à ne relever que de Moscou et de Washington lui permet de valoriser l'image qu'elle renvoie d'elle-même. Faire partie des BRICS (acronyme de Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), c'est-à-dire des Etats moteurs de la croissance mondiale, contribue également à véhiculer l'idée qu'elle joue un rôle majeur.

La Russie est en effet un pays qui compte. Elle fait partie des dix premières économies de la planète : en 2012, elle est la huitième et représente 2,8 % du produit intérieur brut (PIB) mondial ([Banque mondiale](#)). Elle est selon les années le premier ou le second producteur mondial de pétrole et de gaz, le premier exportateur de gaz et un fournisseur énergétique essentiel de beaucoup des Etats de l'Eurasie et de l'UE. Depuis 1999, son taux de croissance est largement supérieur à celui des Etats du G7.

Évolution du PIB par habitant, 1992-2012



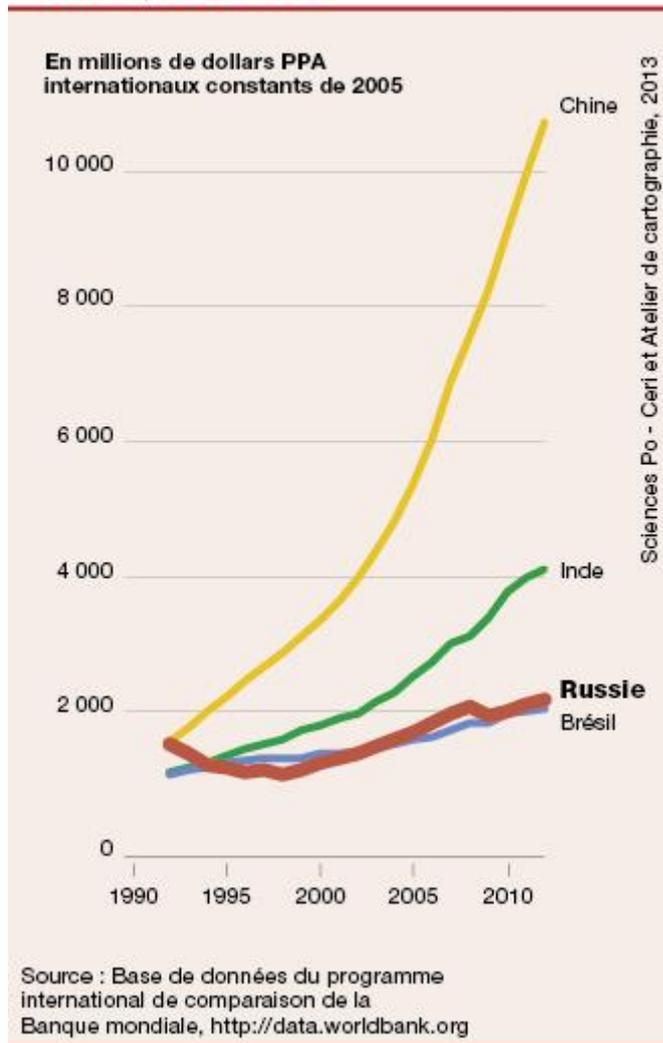
Dans la vie internationale, elle a une visibilité dont peu d'États jouissent et dans l'espace postsoviétique, elle reste une puissance de référence. Elle fait partie des cinq membres permanents du [Conseil de sécurité des Nations unies](#). Elle est le seul des États issus de l'URSS à avoir été reconnu comme puissance nucléaire. Elle a été cooptée en 1997 par les États membres du G7, qui se transforme alors en G8. Depuis 2002, elle bénéficie d'un format de coopération spécifique avec l'Alliance atlantique et elle entretient avec la Chine un partenariat « stratégique » qui lui permet d'illustrer la réalité de la multipolarité. Elle s'est naturellement imposée comme faisant partie des BRICS. Dans certaines régions (Eurasie, Europe) et dans certains dossiers (citons à titre d'exemple ceux de l'Iran ou, depuis 2011, de la Syrie), elle est un partenaire incontournable. Et elle est souvent désignée comme un acteur de premier plan, à la fois par des spécialistes des relations internationales (Zbigniew Brzezinski, Paul Kennedy, Samuel Huntington et d'autres) et par des responsables politiques, en France et ailleurs. « [N]e pas vouloir reconnaître la grandeur de la Russie [serait] une erreur majeure », disait le président Chirac : elle sera l'un « des très grands pôles de développement politique, économique et culturel du monde multipolaire de demain » (Chirac [1995](#), [1998](#) ; de Tinguy 2013).

Vulnérabilités internes et déboires dans la vie internationale

Que la Russie soit un Etat qui compte ne signifie ni qu'elle ait la capacité qu'elle souhaite avoir « d'imposer sa volonté aux autres » (Raymond Aron), ni qu'elle soit une force d'attraction, ni qu'elle exerce une influence structurante sur les relations internationales. En dépit d'atouts indéniables, elle est confrontée à de sérieuses difficultés internes qui brident sa capacité à faire preuve d'un dynamisme qui se répercuterait sur son action extérieure. Et l'influence qu'elle a dans le monde s'avère limitée.

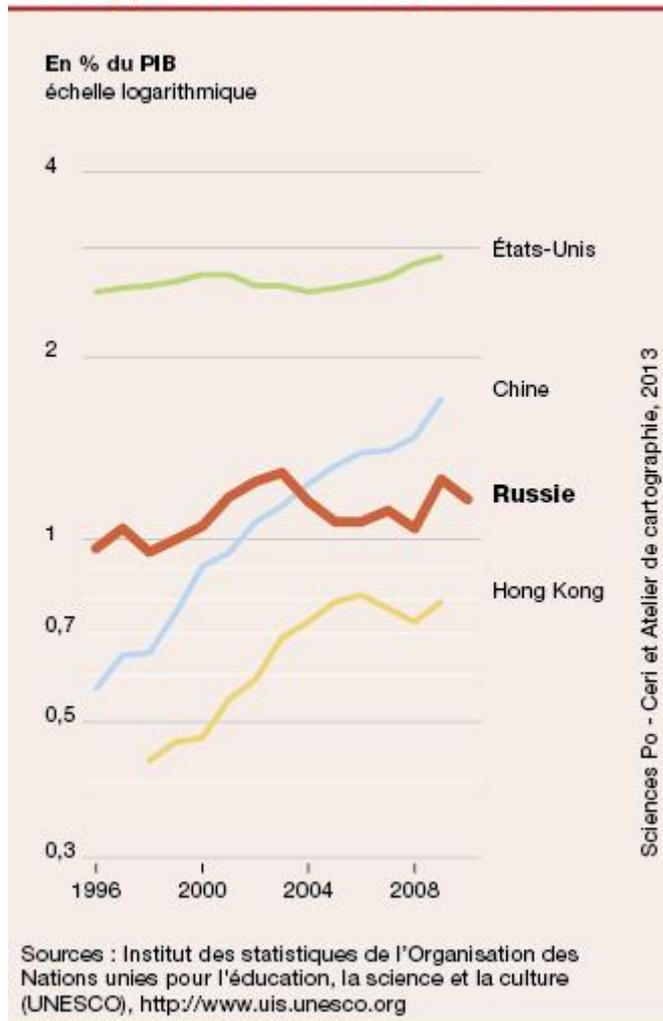
En septembre 2009, dans une adresse qui a fait date, le président Medvedev a sévèrement dénoncé le retard de son pays, notamment la dépendance « honteuse » de son économie à l'égard des matières premières. Il en concluait à « la nécessaire modernisation » du pays, un thème sur lequel il est maintes fois revenu par la suite. Les experts russes sont nombreux à aller dans le même sens, certains s'alarmant en outre « des obstacles durables » auxquels se heurte le processus de modernisation et de la faiblesse « des forces désireuses et capables de lancer une profonde transformation institutionnelle et structurelle de l'économie » (Primakov 2009 ; INSOR 2010 ; [Boutorina 2013](#)). Les performances et les grandes évolutions économiques confirment les difficultés : après un terrible recul dans les années 1990 (chute de la production industrielle de près de 60 % et du PIB de 54 %), la croissance s'est établie à 7 % par an en moyenne entre 1999 et 2008.

Évolution du PIB dans les BRIC, 1992-2012



Mais la crise de 2008-2009 a rappelé la vulnérabilité de l'économie (chute du PIB de 7,8 % en 2009). Le redressement a été rapide, mais le niveau de la croissance est moitié moins important qu'avant la crise : il est revu à la baisse en 2012-2013 et il est très inférieur à celui des pays asiatiques émergents (Stiglitz 2002 ; [FMI 2013](#) ; Vercueil 2012). Alors que les économies russe et chinoise étaient à peu près au même niveau au début des années 1990, le rapport entre les deux est aujourd'hui de un à quatre au profit de la Chine. Et le « rattrapage » des pays occidentaux ne s'est toujours pas fait : le PIB par habitant de la Russie continue à se situer très loin derrière celui des Etats du G7. Ces résultats sont entre autres liés à une capacité d'innovation affaiblie : la Russie ne consacre à la recherche et au développement qu'environ 1 % de son PNB.

Évolution des dépenses en recherche et développement en Russie, 1996-2010



Sa part dans la production scientifique mondiale est en recul, y compris dans ses secteurs d'excellence traditionnels et le nombre de brevets déposés est très limité. L'économie est en outre handicapée par un sévère recul démographique. La « dépopulation », à laquelle est confrontée la Russie depuis 1992, a entre autres pour conséquence une diminution de la population active qui ne peut que s'aggraver dans les années à venir (d'après Rosstat, entre 2002 et 2012, le nombre des 10-19 ans a diminué de 36 %). Les scénarios d'avenir sont tous préoccupants (Vichnevski ; Rosstat 2012 ; Eberstadt 2011). Ces vulnérabilités se retrouvent dans les classements internationaux. A titre d'exemple, la Russie est au 133^e rang des 176 Etats étudiés en 2012 par [Transparence Internationale](#), au 67^e rang des 144 Etats figurant au classement global de la compétitivité du Forum économique mondial de 2012 (*Global Competitiveness Report 2012-13*), au 133^e pour la qualité de ses institutions. Elle est par ailleurs peu présente dans les classements académiques mondiaux.

Dans la vie internationale, la Russie postsoviétique a subi de sérieuses déceptions, réelles ou perçues comme telles. A maintes occasions, elle n'a pas été en mesure de peser sur les aboutissements de processus internationaux auxquels elle était hostile ni d'empêcher un recul de ses positions. Sa capacité à garder une influence « particulière » dans l'espace postsoviétique s'est avérée limitée. Les Etats membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI), créée en 1991, ne se sont pas tous ralliés à l'objectif d'intégration qu'elle

poursuivait, certains, notamment l'Ukraine et la Géorgie, ne la considérant que comme l'instrument d'un divorce civilisé. Au sein de cet espace, l'érosion des positions russes est tout à la fois politique, économique, stratégique, linguistique et culturelle. La Russie demeure certes un acteur incontournable, nous le verrons. Mais elle est souvent impuissante à faire accepter ses positions par ses partenaires et elle doit compter avec de nouveaux acteurs très présents dans certains secteurs et/ou régions (Etats-Unis, UE, Chine, Turquie, etc.). Sa capacité à influencer les politiques occidentales se détériore elle aussi au cours des années 1990. En dépit de tous leurs efforts, les dirigeants russes ne réussissent pas à dissuader l'Alliance atlantique de s'élargir vers l'est. Ils analysent la décision en 1997 d'y intégrer trois des anciens membres du pacte de Varsovie – que plusieurs de ses partenaires de la CEI approuvent – comme relevant d'une logique d'exclusion et la ressentent comme une humiliation. Lors du conflit du Kosovo (1999), ils ne parviennent pas non plus à peser sur la décision. Les médiations tentées auprès des Serbes en 1998-1999 ne donnent pas les résultats escomptés. Et les frappes aériennes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ([OTAN](#)) sont décidées sans mandat des Nations unies et malgré leur opposition. Dès lors, les responsables russes redoutent de voir l'OTAN devenir l'instrument du règlement des conflits dans la région euro-atlantique, y compris hors de sa zone de compétence traditionnelle, et de la voir agir sans mandat du Conseil de sécurité, ce qui signifierait que Moscou ne pourrait plus se faire entendre. A la fin des années 1990, dans un monde européen en rapide mutation, la Russie semble se marginaliser et être de moins en moins en mesure d'exercer une influence structurante sur son environnement international. Au même moment, en donnant son aval au projet de défense antimissile (National Missile Defense Act de 1999) en dépit de la forte hostilité de la Russie, l'administration Clinton confirme qu'elle ne considère plus devoir lui accorder une place centrale dans sa vision du monde.

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine (2000), qui coïncide avec la hausse du prix des hydrocarbures et le redressement financier du pays, semble changer la donne. La Russie paraît retrouver une capacité d'influence. Dans l'espace postsoviétique, elle opère une relance qui semble prometteuse sur les plans bilatéral et multilatéral. Après les attentats du 11 septembre 2001, elle se rapproche des Etats-Unis et semble faire « un choix existentiel en faveur de l'Occident » qui ouvre une ère nouvelle (Shevtsova 2003). Mais ces résultats sont rapidement à nuancer. Les responsables russes doivent accepter ce qu'ils redoutaient : le retrait unilatéral des Etats-Unis du traité relatif à la limitation des systèmes antimissiles balistiques (ABM, 1972) qu'ils considèrent comme la pierre angulaire des équilibres stratégiques (décembre 2001), la poursuite par Washington du programme de défense antimissile dont certains éléments doivent être déployés sur le territoire de la Pologne et de la République tchèque ainsi que la deuxième vague d'élargissement à l'est de l'Alliance atlantique qui intègre les membres de l'ancien pacte de Varsovie qui ne l'avaient pas été en 1999 et trois des anciennes républiques de l'URSS (2002). Ils ne parviennent pas non plus à peser sur la décision américano-britannique de 2003 d'intervenir en Irak. Les révolutions « de couleur » – en Géorgie en 2003, en Ukraine en 2004 –, qu'ils n'avaient pas anticipées, sont un nouveau traumatisme que certains jugent comparable à celui du 11 septembre aux Etats-Unis. Désormais, les dirigeants russes redoutent l'attraction exercée en Eurasie par d'autres modèles de développement et les répercussions géopolitiques du choix euro-atlantique de l'Ukraine et de la Géorgie. Des craintes confortées lorsque peu après ces deux Etats demandent à l'Alliance atlantique de leur octroyer le plan d'action en vue de l'adhésion (MAP). Aux yeux de la Russie, l'élargissement de l'UE complique lui aussi les équilibres européens : l'Union à 27 (28 depuis 2013) est pour elle moins facile et moins prévisible que celle à 15, et « l'étranger proche » est dès lors aussi celui de l'UE, ce qu'elle voit avec beaucoup de méfiance. Le paradigme de la transition démocratique, qui est au cœur des politiques

américaines et européennes à son égard, suscite en outre une irritation croissante à Moscou depuis 2003-2004.

Au milieu des années 2000, la déception et l'inquiétude semblent l'emporter. La Russie espérait être associée aux processus de prise de décision. Elle attendait, explique Dmitri Trenine, directeur du centre Carnegie de Moscou, « quelque chose comme la coprésidence du club occidental ou au moins être membre de son politburo ». Elle estime ne rien avoir obtenu de tel : au lieu de la traiter « d'égal à égal », Américains et Européens la tiennent « à distance », prennent des décisions sans tenir compte de son avis, cherchent à l'affaiblir et à la marginaliser (Trenine 2006). Une nouvelle étape semble alors s'amorcer. Les dirigeants russes n'entendent plus, sans réagir, se voir imposer des décisions auxquelles ils sont hostiles. Mus par une forte volonté de reprendre la main, ils recentrent leur diplomatie autour de quelques grands objectifs : prendre un nouveau départ en Eurasie, s'affirmer face aux Etats occidentaux et accentuer le rééquilibrage au profit des pays émergents et du vecteur asiatique de leur politique. La guerre contre la Géorgie en août 2008, la reconnaissance unilatérale de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, puis en 2011 l'ambitieuse proposition d'Union eurasiennne visent à affirmer leur détermination à donner un coup d'arrêt à des évolutions jugées peu favorables aux intérêts de leur pays (de Tinguy 2012). Face au monde occidental, la logique change. La coopération reste très forte et les dirigeants russes souhaitent la développer chaque fois qu'elle correspond aux intérêts russes. Mais lorsqu'ils estiment que ceux-ci ne coïncident pas avec ceux des Occidentaux, ils cherchent à s'imposer en s'opposant. Ainsi en Syrie où ils entendent montrer que la Russie représente une alternative et qu'elle pèse sur la structuration du système international. Là comme ailleurs, reléguant au second plan la dimension humanitaire du conflit, ils refusent une remise en question de la souveraineté des Etats qui, estiment-ils, déstabiliserait l'ordre international. Leur position a d'autant plus de poids que la Chine la soutient, notamment au Conseil de sécurité. Là se situe un autre objectif de leur démarche. En confortant le partenariat « stratégique » avec la Chine (illustré une nouvelle fois par l'accord énergétique de juin 2013), Moscou prend des distances avec l'UE et les Etats-Unis. En se positionnant aux côtés des BRICS (qui représentent selon les calculs entre un cinquième et un quart de la richesse mondiale et quelque 40 % de la population du globe), elle souligne l'infléchissement des rapports de force et l'érosion de la suprématie occidentale dans la vie internationale.

Cette politique permet à la Russie de s'affirmer, mais elle ne modifie pas en profondeur ses positions dans le monde. Au sein de l'espace postsoviétique, dans ses relations avec l'UE et les Etats-Unis, au Moyen-Orient, face à la Chine et au sein des BRICS, les incertitudes demeurent fortes. Et les difficultés internes continuent à avoir une traduction internationale. Ainsi, par exemple, la légitimité de sa participation aux BRICS est affaiblie par le décalage qui existe entre son économie et celle des autres Etats membres, notamment de la Chine dont la puissance est pour elle un défi. Elle l'est aussi par l'importance que Moscou continue, chaque fois qu'elle y a intérêt, à accorder au G8 (Sharma 2012 ; Laïdi 2011 ; Shumilin 2013).

Comment renouveler les sources de l'influence ?

Puissance et impuissance sont ainsi mêlées. La Russie continue à être considérée comme un acteur majeur de la vie internationale. Dans certaines régions et dans certains dossiers, elle est en effet un pôle de référence. La crise syrienne le confirme. Mais en même temps, elle est vulnérable sur le plan interne et souvent impuissante à faire accepter ses positions. Dès les années 1990, conscients du risque de marginalisation de leur pays dans le monde, les dirigeants russes cherchent à renouveler les sources de son influence. A partir du milieu des

années 2000, le décalage entre l'ambition et la réalité s'accroissant, ils élargissent leur réflexion. Leur objectif est dès lors de doter la Russie d'une large gamme d'outils diversifiés allant du *hard* au *soft power*.

L'outil militaire, une priorité renouvelée

Après 1991, la « nouvelle » Russie revoit à la baisse le rôle du facteur militaire dans la vie internationale. Sa stratégie est liée à la vision que le président Eltsine a de la place de son pays dans le monde de l'après-guerre froide, mais aussi aux moyens dont il dispose. L'armée est une des institutions qui a le plus souffert de l'effondrement du système soviétique et de l'éclatement de l'URSS. A une sévère crise sociale et morale s'ajoutent de lourds problèmes matériels aggravés par les restrictions budgétaires. Les dépenses consacrées à la défense chutent à la fin de la période soviétique et elles sont encore divisées par deux entre 1992 et 1995, puis par trois entre 1992 et 1998 (Daucé 2001 ; Mandeville 1994 ; [SIPRI](#)).

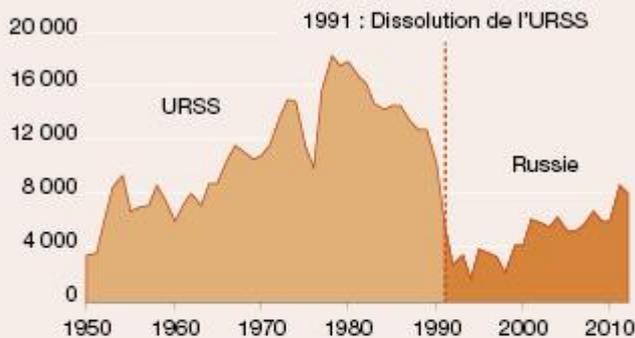
A partir du début des années 2000, dans un contexte budgétaire transformé, le discours sur la nécessité de rénover cet outil revient en force. Au lendemain de la guerre en Géorgie qui a une fois de plus mis en lumière les carences des forces armées, un pas décisif est franchi : le pouvoir lance une ambitieuse réforme en la dotant de moyens conséquents. La part du PIB consacrée à la défense, qui était de 2,5 % entre 2006 et 2008, passe à 3,6 % en 2009 pour s'établir à 2,8 % en 2010 et 2011 et à 3,04 % en 2012. La réforme, qui prévoit entre autres une professionnalisation progressive de l'armée, s'accompagne d'un plan de modernisation des équipements, lui aussi ambitieux, qui s'étale jusqu'en 2020 ([Pukhov 2010](#) ; [Barabanov, Makienco et Pukhov 2012](#)). Quelles conclusions en tirer ?

L'outil militaire n'était plus prioritaire, mais il n'a jamais cessé d'être perçu comme un instrument d'influence. Son statut nucléaire confère à la Russie un pouvoir auquel elle est restée très attachée en raison de sa traduction politique. Très sensiblement réduit, son arsenal demeure néanmoins le deuxième dans le monde, ce qui fait d'elle un partenaire incontournable des Etats-Unis. Dans l'espace postsoviétique, elle a gardé une vision territoriale de la puissance. Alors qu'elle retirait pratiquement toutes ses forces stationnées dans le monde hors de l'Eurasie (depuis le début des années 2000, elle n'a plus qu'un point d'appui, celui de Tartous en Syrie), elle maintenait sur le territoire de plusieurs de ses partenaires de la CEI une forte présence militaire qu'elle continue à vouloir perpétuer (accords en 2008 sur le stationnement de ses forces en Abkhazie et en Ossétie du Sud, en 2010 sur la prolongation de quelque 25 ans du bail de ses bases en Ukraine et en Arménie, en 2012 sur une extension pour vingt ans de sa présence au Kirghizstan). En outre, elle a mis en place en 2003 un dispositif multilatéral (l'Organisation du traité de sécurité collective) qui la lie à plusieurs de ses partenaires de la CEI. C'est aussi dans cet espace que, pour la première fois depuis 1991, elle a eu ouvertement recours à la force contre un Etat souverain. Le lien entre l'industrie de défense et la politique étrangère est également manifeste. Les exportations d'armes vers la Chine et l'Inde ont étayé le partenariat mis en place avec ces deux Etats, et celles vers le Moyen-Orient, la relance de son influence politique.

Exportations d'armes de l'URSS et de la Russie, 1950-2012

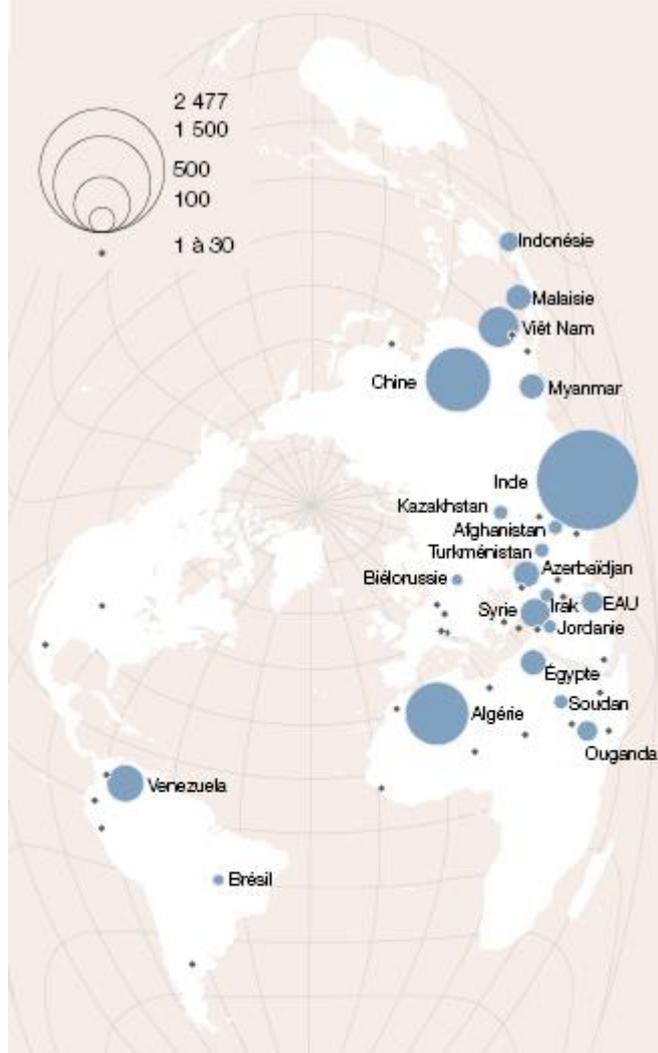
Exportations totales

(en millions de dollars constants de 1990)

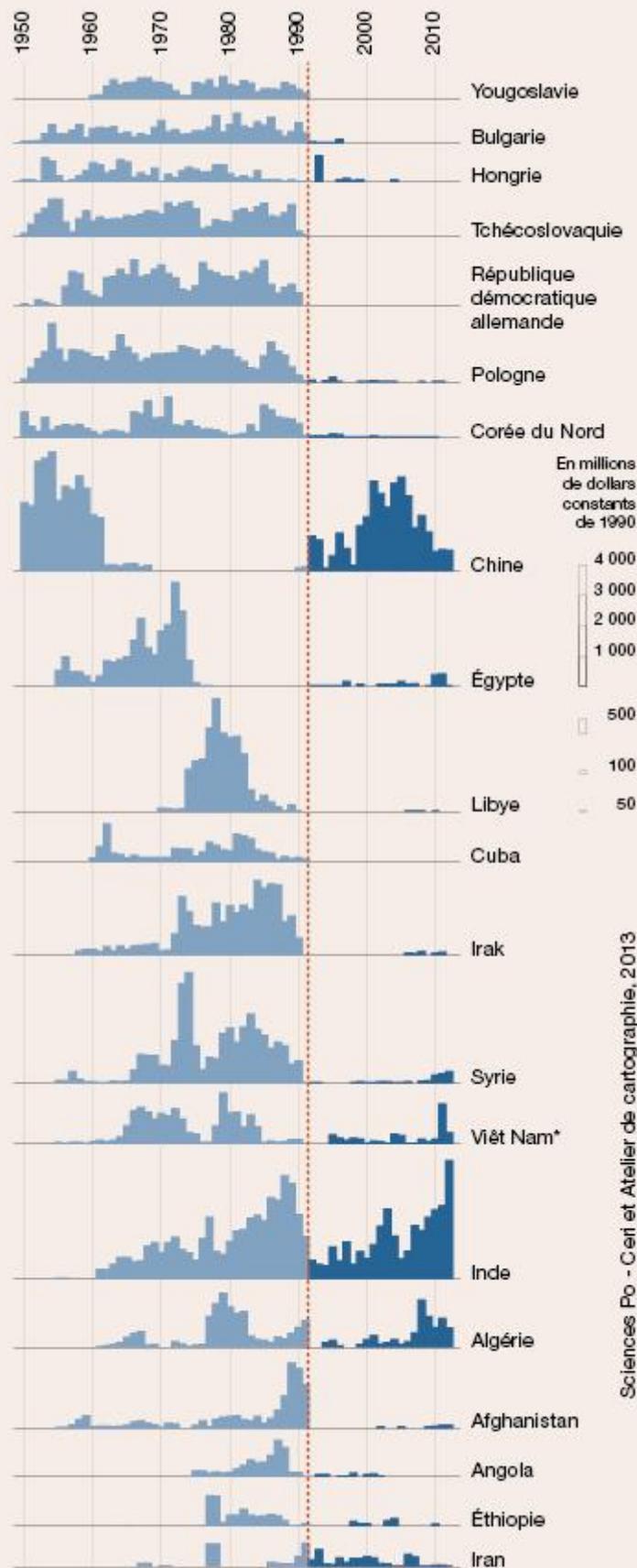


Sur la période 2008-2012

(en millions de dollars constants de 1990)



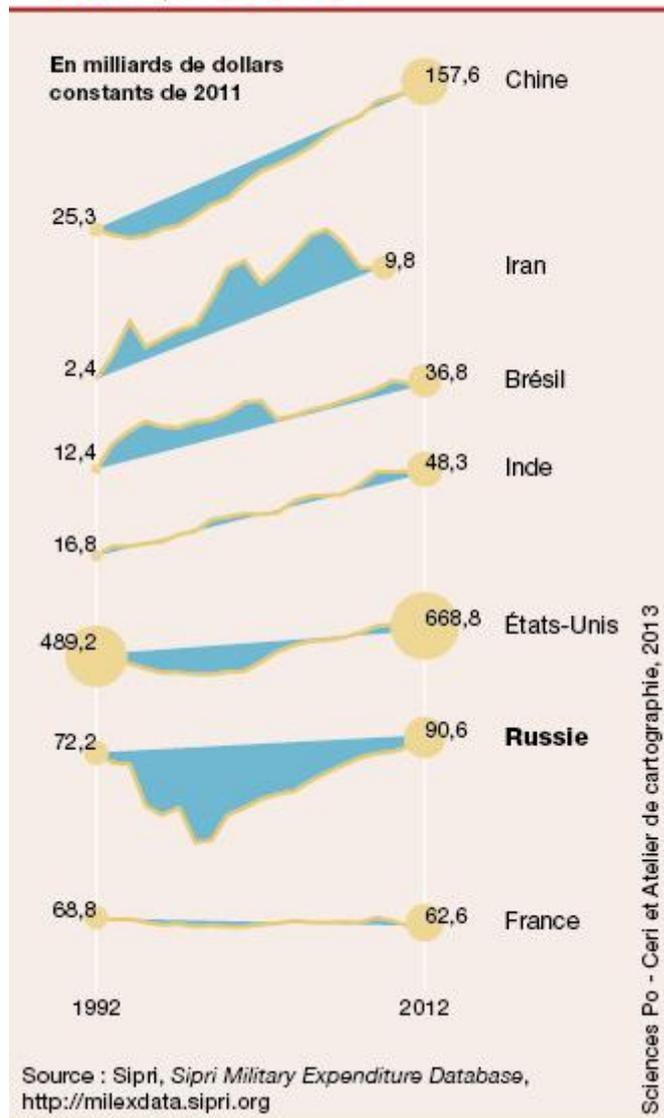
Source : Stockholm International Peace Research Institute (Sipri), Sipri Arms Transfers Database, www.sipri.org



* Avant 1976, les données correspondent au Nord-Viêt Nam

Aujourd'hui, la Russie cherche à pouvoir s'appuyer sur « des forces armées modernes, mobiles et bien équipées » ([Vladimir Poutine](#), 27 février 2013) pour assurer sa sécurité et conforter son influence dans le monde. Dans l'espace postsoviétique, un outil rénové renforce les moyens dont elle dispose pour participer à des opérations de gestion de crise, mais aussi pour exercer des pressions sur ses partenaires. Le processus de modernisation en cours ne permet cependant pas de conclure à un objectif de remilitarisation de la Russie (qui n'est pas le seul Etat à agir en ce sens) : ses dépenses militaires retrouvent en 2010 le niveau de 1992, mais elles restent très inférieures à ce qu'elles étaient à la fin des années 1980 (dans des proportions difficiles à évaluer en raison des différences de calcul et d'évaluation des taux de change).

Évolution des dépenses militaires en Russie, 1992-2012



Il intervient après des années de sous-investissement qui rendaient nécessaire un rattrapage et il sera vraisemblablement long et complexe. Il a déjà porté des fruits, mais se heurte à des obstacles de différentes natures et progresse lentement. De plus, les moyens accordés à la défense ont été redéfinis au moment où les prévisions de croissance de l'économie étaient de l'ordre de 6 %. Le gouvernement pourra-t-il les maintenir alors que celles-ci ont été depuis

sérieusement revues à la baisse (Facon 2010, 2012 ; International Institute for Strategic Studies 2013 ; [SIPRI](#)) ?

L'énergie, un levier de puissance perçu comme le grand atout de la Russie

Aux yeux du pouvoir russe, l'économie est une des grandes forces structurantes des relations internationales et un des principaux atouts dont dispose la Russie. A partir du moment où le pays retrouve les moyens financiers qui lui ont fait défaut au cours des années 1990, elle est de plus en plus mise au service de son ambition politique. L'énergie l'est tout particulièrement, l'Etat se dotant des moyens de pouvoir l'utiliser comme « un instrument de politique extérieure » (« Stratégie énergétique de la Fédération de Russie », 2003), notamment en constituant de grands groupes, dont [Gazprom](#), dans le capital desquels il est majoritaire. La Russie a dans ce domaine de formidables atouts. Riche en matières premières de toutes sortes, elle est une puissance énergétique de premier plan. Dotée de près de 18 % des réserves mondiales prouvées de gaz (deuxième rang mondial) et de 5 % de celles de pétrole, elle en est selon les années le premier ou le second producteur mondial (en 2012, elle représente 18 % de la production mondiale de gaz et 13 % de celle de pétrole) et le premier ou le second exportateur mondial ([BP Statistical Review of World Energy](#), juin 2013). Elle fournit à l'UE un tiers de ses importations de pétrole et produits pétroliers (données statistiques UE 2012). Et plusieurs Etats membres, en particulier en Europe centrale et orientale, sont dépendants de son gaz. Dans l'espace postsoviétique, les dépendances à son égard – en particulier mais pas seulement dans le secteur énergétique – ainsi que l'attraction exercée par son marché du travail étant très fortes, elle reste un partenaire incontournable et un marché essentiel. Les millions de ressortissants des Etats voisins qui viennent travailler sur son sol – dont l'économie russe ne peut plus se passer – sont à l'origine d'importants transferts financiers qui jouent un rôle majeur dans plusieurs d'entre eux (en 2010, ils représentent 40 % du PNB du Tadjikistan et 27 % de celui du Kirghizstan) (United Nations, [Economic and Social Commission for Asia and Pacific 2012](#) ; de Tinguy 2009). Du fait de ses investissements, la Russie est aussi dans certains Etats (Chypre en particulier) un acteur de poids.

Ces richesses et la place qui est la sienne dans ces deux régions lui donnent des moyens qu'elle a mis au service d'un projet politico-stratégique. L'énergie est la pierre angulaire de son partenariat avec l'UE : outre l'approvisionnement en hydrocarbures, la construction de gazoducs (Nord Stream, Blue Stream, South Stream) et l'acquisition d'actifs confortent sa présence sur le vieux continent. Dans l'espace postsoviétique, la stratégie russe s'articule autour d'un projet qui vise à lui assurer le maintien d'une place prépondérante. Mêlant considérations économiques, politiques et stratégiques, la Russie a maintes fois utilisé ses positions pour peser sur les décisions de ses partenaires. Elle a eu recours à des mesures de représailles économiques à l'encontre d'Etats avec lesquels elle était en conflit (Etats baltes, Géorgie, Moldavie). Et ses nombreux litiges avec l'Ukraine, dont l'orientation euro-atlantique est une source de fortes tensions, mêlent pour la plupart considérations économiques et politiques ([Committee on Foreign Relations](#), United States Senate 2012).

La ressource économique est cependant limitée. Du fait de ses faiblesses déjà évoquées, la Russie n'exerce globalement qu'une attraction limitée. En termes de PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat, elle se situe en 2012 au 77^e rang mondial, au même niveau que la Croatie, la Malaisie et le Botswana. Sa participation aux échanges internationaux est le reflet de son économie et de ses difficultés. Selon les données de l'Organisation mondiale du commerce ([OMC](#)), elle participe en 2011 à hauteur de 2,9 % aux exportations mondiales de marchandises, ce qui la place au 9^e rang mondial (au 22^e pour les services commerciaux). Ces

performances correspondent *grosso modo* à la taille de son économie, ce qui n'est pas le cas pour ses importations. La Russie ne participe qu'à hauteur de 1,8 % aux importations mondiales de marchandises : elle n'est que le 17^e importateur mondial (le 15^e importateur de services commerciaux). En dehors de l'Eurasie et de l'Europe, elle ne compte que marginalement. Ainsi n'est-elle un partenaire commercial majeur pour aucun des pays de la région Asie Pacifique. En 2011, elle n'est que le neuvième partenaire commercial de la Chine (elle n'entre que pour 2,2 % dans les échanges commerciaux chinois) et le 25^e de l'Inde (0,8 % des échanges indiens). En outre, la structure de son commerce extérieur (exportations dominées par les matières premières, fortes importations de produits manufacturés) n'est pas celle d'un pays industrialisé. Elle ne fait pas non plus partie des grands investisseurs mondiaux et attire peu les investissements étrangers. Elle a notamment une faible capacité à attirer des activités créatrices à forte valeur ajoutée ([The CIA World Factbook 2013](#) ; [International Trade Statistics 2012](#) ; [EU, DG Trade](#), 23 mai 2013 ; [World Investment Report 2013](#). Notons que dans les statistiques de l'UE, c'est l'Union qui est comptabilisée et non les Etats membres).

Par ailleurs, la place considérable des hydrocarbures dans son économie (dans son PIB, dans ses exportations, dans les revenus de l'Etat, etc.) est une source de vulnérabilités. Pour que sa croissance se maintienne, la Russie doit redéfinir sa stratégie, diversifier son économie, l'ouvrir sur le monde extérieur (son adhésion à l'OMC en 2012 est de ce point de vue un signe positif), investir massivement dans ses infrastructures, relancer l'innovation. La « Stratégie de développement à l'horizon 2020 » adoptée en 2008 et le cri d'alarme lancé en 2009 par le président Medvedev suggèrent que les autorités sont conscientes de cette nécessité. L'objectif inscrit dans cette stratégie est que la Russie devienne la cinquième économie mondiale, notamment en multipliant par quatre la productivité du travail et en acquérant une position de leader sur le plan technologique dans plusieurs domaines essentiels. Mais l'atteindre suppose entre autres une amélioration du climat d'investissement, une modernisation du tissu productif et une adhésion de la population aux intentions annoncées par le pouvoir. Or l'action entreprise ne convainc pas : plusieurs des enquêtes réalisées par le [centre Levada](#) en 2012-2013 révèlent une forte défiance à l'égard de la politique économique du gouvernement et de sa capacité à réformer. Et jusqu'ici, elle n'a pas permis à l'économie russe de combler le retard, en particulier technologique, dont elle souffre par rapport aux économies occidentales ([Vercueil 2013](#)). Les vulnérabilités sont d'autant plus fortes qu'un certain nombre d'incertitudes pèse sur ses capacités énergétiques, ce secteur, comme d'autres, souffrant d'un sous-investissement source de retards (prospection de nouveaux gisements, maîtrise du gaz naturel liquéfié) et de risques. La politique menée et la confusion des logiques politiques et commerciales ont par ailleurs parfois des résultats contraires à ceux recherchés. L'image de partenaire énergétique fiable qu'a longtemps eue la Russie a ainsi été brouillée par les conflits évoqués ci-dessus (Léval 2013 ; [Locatelli 2008](#)).

La Russie en quête de *soft power*

L'URSS ayant été une puissance avant tout militaire, les élites dirigeantes russes sont davantage familiarisées avec le *hard power* et « la capacité à peser sur ce que les autres *font* » par le biais de la contrainte ou de la récompense, qu'avec le *soft power* et « la capacité à influencer ce que les autres *veulent* [...], à séduire et à attirer [...], l'attraction condui[sant] souvent au consentement et à l'imitation » (Joseph Nye 2004, 2011). Dans la littérature académique russe, ce concept est récent et il ne convainc guère (Tsygankov 2006 ; Karaganov 2009). Dans les faits, il n'est pourtant pas nouveau. Par le biais de son idéologie, l'URSS a exercé une réelle attraction, y compris pendant ses dernières années d'existence grâce au

communicant hors pair qu'a été Mikhaïl Gorbatchev. Boris Eltsine s'est lui aussi fortement préoccupé de l'image de son pays dans le monde et il a réussi à imposer l'idée que la Russie continuait à faire partie des grands de ce monde. Les positions intérieures et internationales de celle-ci se détériorant, le succès est cependant resté limité. Le double élargissement de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne ainsi que les révolutions de couleur en Géorgie et en Ukraine ont relancé la réflexion sur la question. Ils signifient en effet clairement que la Russie doit changer l'image qu'elle renvoie d'elle-même dans le monde, moderniser les moyens dont elle dispose et se doter de nouveaux instruments. Le Kremlin s'y emploie, sans renoncer, nous l'avons vu, à ceux relevant du *hard power*.

L'investissement dans les institutions internationales et le multilatéralisme, une voie d'accès privilégiée à la puissance

La Russie n'a pas attendu les années 2000 pour s'investir dans les institutions internationales, perçues dès le début des années 1990 comme un « multiplicateur d'influence » (Vaïsse 2009). Complément et prolongement du bilatéralisme, le multilatéralisme, mobilisé pour se faire entendre et relayer sa vision du monde, trouver des appuis et élargir son audience, est un instrument privilégié de sa diplomatie. La Russie ne fait pas partie des grands contributeurs des Nations unies et elle participe peu aux opérations de maintien de la paix. Elle y est néanmoins très investie : un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, elle l'est aussi de nombreux organes, électifs ou permanents, et institutions spécialisées de la « nébuleuse onusienne » (Petiteville 2009). Elle est par ailleurs membre de l'OMC, de très nombreuses organisations régionales dans l'espace postsoviétique, en Europe et en Asie, de différents forums internationaux (G8, G20, BRICS) et de formations comme le Quartet au Moyen-Orient. Elle accorde une très grande importance à ces organisations, qu'elles soient universelles ou régionales, et à ces forums, les utilisant pour être associée à la décision, pour peser sur la définition de l'agenda et des règles du jeu international ainsi que sur les aboutissements, pour apparaître comme une puissance respectable et responsable, pour imposer, selon l'expression de Boris Eltsine, la « notion de monde multipolaire dans les habitudes diplomatiques ». Elle mène cette politique de façon systématique, insistant sans relâche sur leur rôle dans la vie internationale ([Lavoie et Lévesque 1999](#) ; Eltsine 2000 ; [Doubinine 2013](#)). Elle s'appuie en particulier sur son siège au Conseil de sécurité, considéré comme devant être l'instance décisionnelle par excellence du règlement des litiges et conflits et du recours à la force. Jusqu'au milieu des années 2000, elle n'a fait usage qu'exceptionnellement de son droit de veto. Depuis 2007, elle y a eu recours six fois (dont trois à propos de la Syrie). Si ce siège au Conseil ne lui a pas permis d'influencer comme elle l'aurait voulu la définition de l'architecture de sécurité européenne, il est néanmoins pour elle un levier de pouvoir majeur, ce qu'illustre sa politique face à la crise syrienne.

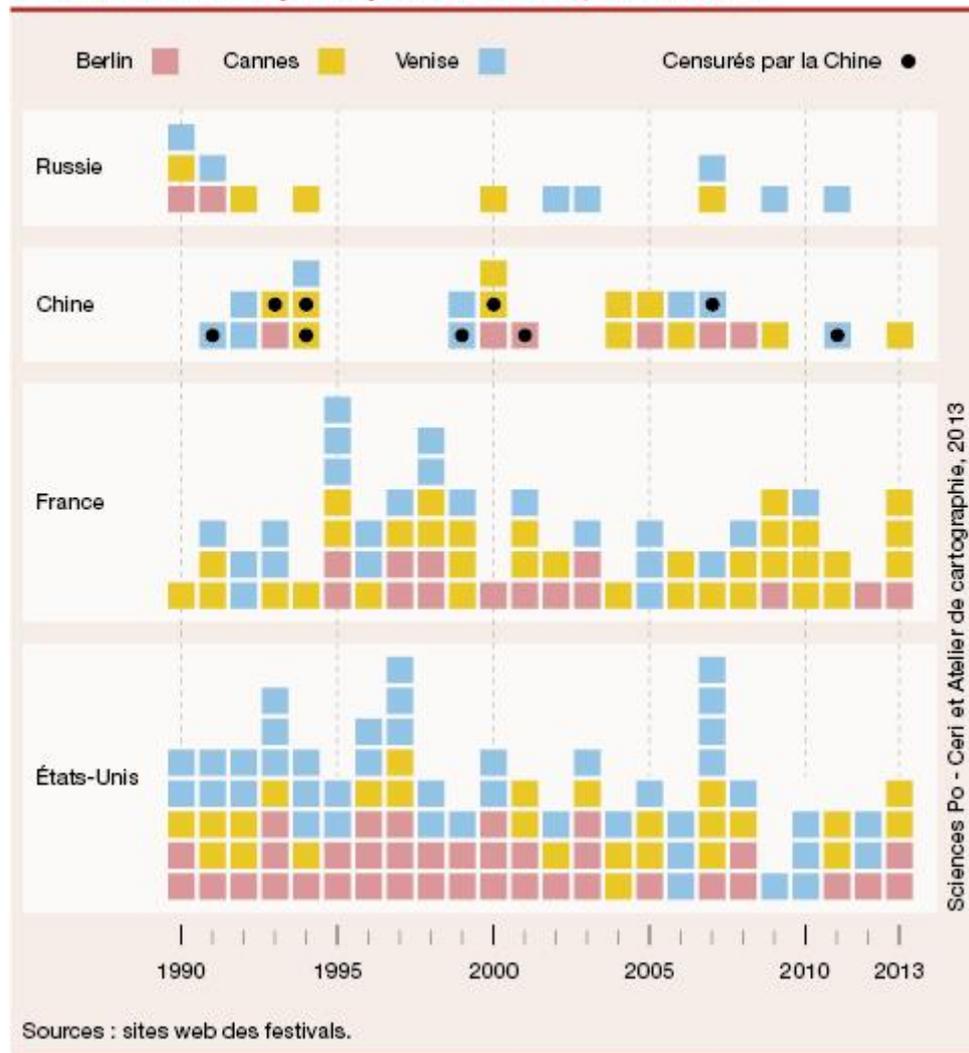
La Russie attache également une importance considérable aux forums internationaux que sont le G8 et les BRICS. Ses dirigeants ont vécu la transformation du G7 en G8 comme un événement majeur. « Etre acceptée dans le club de l'élite des nations », selon l'expression de Boris Eltsine, était la consécration de sa puissance et le symbole de la reconnaissance de sa place dans le monde (Eltsine 2000). S'imposer quelques années plus tard au sein des BRIC(S) est pour elle une nouvelle aubaine. En élargissant les ressources de sa diplomatie, en apparaissant parmi les locomotives de l'économie mondiale aux côtés de ceux qui sont perçus comme les puissants de demain et les artisans du basculement du monde, elle conforte son autorité et accroît sa capacité d'influence. Elle n'entend pas pour autant abandonner le « petit directoire de la planète » (Carron de la Carrière 1998). Et lorsqu'elle estime que ses intérêts

nationaux sont ainsi mieux défendus, elle n'hésite pas à donner la priorité au G8, ce qui affaiblit la portée de son discours sur le rôle des émergents dans le monde.

Communication et action culturelle internationale

A partir de 2003-2004, le Kremlin cherche de nouveaux moyens d'action. Dans des domaines très différents les uns des autres, il relance les politiques menées et met en place de nouveaux canaux et relais. Ses initiatives, nombreuses et éclectiques, ont pour objectif de développer une diplomatie d'influence, d'obtenir l'adhésion à ses idées et à ses thèses, de créer un environnement qui soit favorable à la Russie, de peser, par le biais des représentations et de l'attractivité, sur la définition des politiques à son égard. Il engage des conseillers en communication et relations publiques, signant en 2006 un premier grand contrat avec une agence américaine. Il restructure [RIA Novosti](#), une des principales agences d'information russe. Il modernise l'audiovisuel extérieur, notamment en créant une chaîne de télévision en continu, [Russia Today](#) (RT), qui émet 24 heures sur 24 en anglais à partir de décembre 2005, puis en arabe à partir de 2007 et en espagnol à partir de 2009. Il met en place des projets comme le [Club de discussion Valdai](#), des ONG et des fondations qui ont pour mission de renforcer la présence russe dans le monde, de participer dans tous les domaines aux grands débats du monde, de diffuser une « pensée russe » et de redresser ce qu'il estime être les idées fausses qui circulent sur le compte de la Russie. Il s'appuie davantage sur le *runet*, l'Internet russe, dont la croissance a été très forte. Il valorise le concours « d'amis » de la Russie (l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder, l'acteur Gérard Depardieu, etc.). Pour renforcer l'attractivité de la Russie, le pouvoir compte aussi sur l'innovation, initiant une politique de *branding* avec le projet phare de [Skolkovo](#), la « Silicon Valley à la russe » selon l'expression du président Medvedev. Il s'appuie sur l'Eglise orthodoxe, ce qui n'est pas nouveau : celle-ci joue un rôle significatif et même essentiel en Eurasie. Il met le sport (Jeux olympiques d'hiver 2014 de [Sotchi](#), [Coupe du monde de football de 2018](#)) au service de son projet. Il cherche le soutien des Russes de l'étranger.

Récompenses des cinémas russe, chinois, français et américain aux principaux festivals, 1990-2013



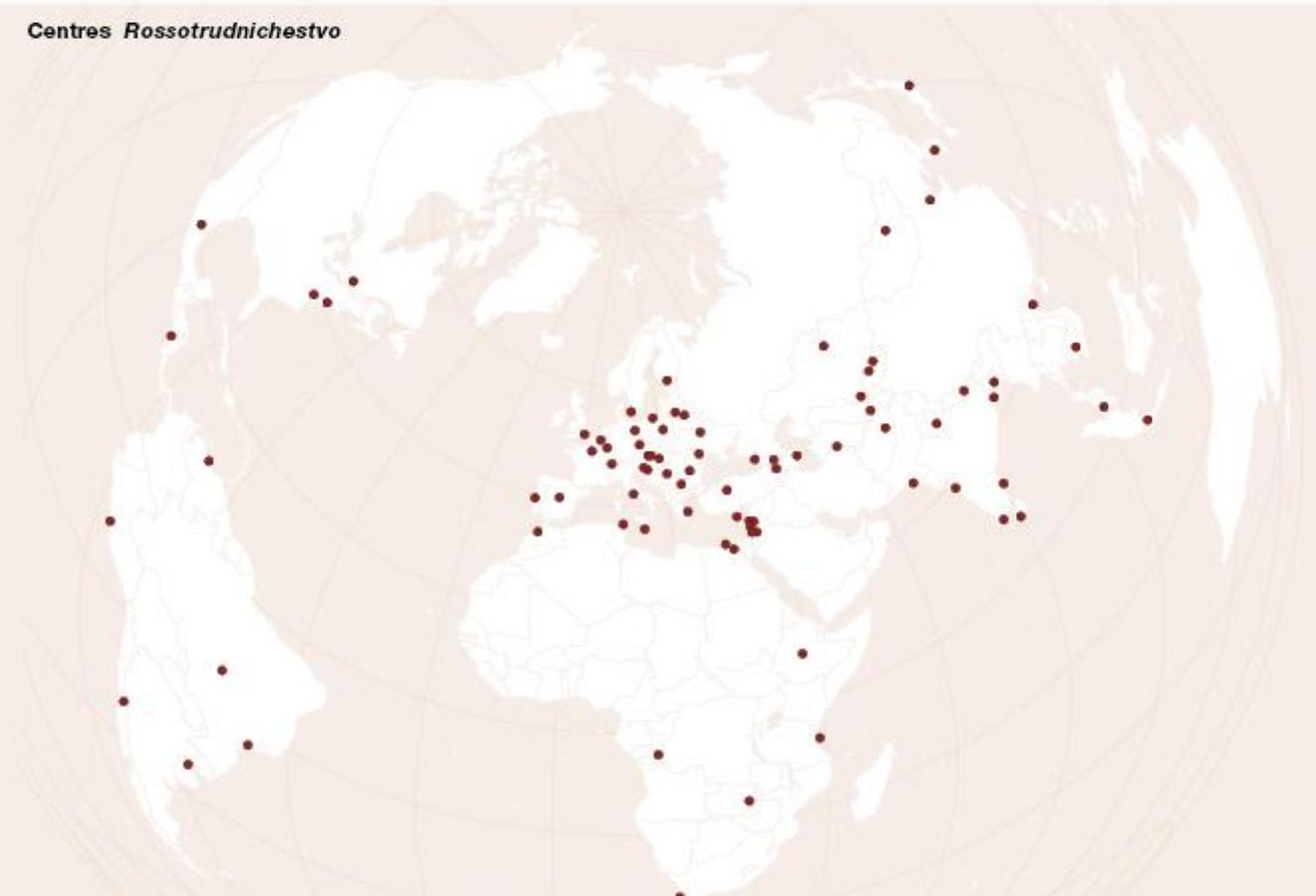
Les dirigeants russes accordent également une grande importance à la culture, un domaine dans lequel la Russie a de formidables atouts. Considérée comme un instrument privilégié de diplomatie publique – un concept auquel les élites russes se réfèrent aujourd’hui couramment –, l’action culturelle extérieure est une composante à part entière de l’action diplomatique. Le dispositif culturel à l’étranger est modernisé : création en 2008 de [Rossotrudnitchestvo](#), l’Agence fédérale pour la coopération humanitaire internationale, après celle en 2007 de la Fondation [Ruskyi Mir](#) (Monde russe). Et une nouvelle impulsion est donnée à la promotion de la langue russe, en particulier dans l’espace postsoviétique, à l’accueil d’étudiants étrangers, c’est-à-dire à la formation des élites et à l’organisation de commémorations de grands événements qui vise à entretenir des symboles de la grandeur de la Russie.

Centres culturels russes *Russkiy Mir* et *Rossostrudnichestvo*, 2013

Centres *Russkiy Mir*



Centres *Rossostrudnichestvo*



Sources : www.russkiymir.ru ; <http://en.russia.edu.ru/links/1557>

Développer un *soft power* est un ouvrage de longue haleine. Sans préjuger de l'avenir, constatons que les initiatives prises se heurtent à de sérieuses difficultés – passer de la propagande, omniprésente du temps de l'Union soviétique, à l'information et au débat d'idées se révèle notamment très complexe – et que leurs effets sont limités. L'image très détériorée de la Russie dans le monde en témoigne. En décembre 2004, un sondage réalisé par [GlobeScan](#) dans 23 pays révélait que la Russie n'était que très faiblement perçue comme exerçant une influence positive. Par la suite, son image s'est encore dégradée. En Europe, le recul est général. Il est lié à la monopolisation du pouvoir par Vladimir Poutine et aux atteintes aux libertés, à la corruption qui gangrène le pays, etc. Aux yeux des jeunes de dix-huit pays interrogés en 2009 dans le cadre du projet [EuroBroadMap](#) (« Vision de l'Europe dans le monde »), la Russie apparaît comme « un pays instable, non démocratique, pauvre et peu hospitalier, en proie à des cataclysmes sociaux et naturels ». Lors d'un nouveau sondage réalisé par GlobeScan et le [Program on International Policy Attitude](#) dans 25 pays entre décembre 2012 et avril 2013, l'influence de la Russie dans le monde n'est jugée positivement que par 30 % des personnes interrogées ; aux Etats-Unis, elle est perçue négativement par 59 % d'entre elles, en France par 63 %, en Allemagne par 61 % (Kolossoff et Zotova 2011 ; voir également sondage BBC World Service mai 2012 ; German Marshall Fund, *Transatlantic Trends 2012*).

Conclusion

La Russie postsoviétique est à la fois puissante et impuissante. Elle est parvenue à garder une place centrale dans la vie internationale, mais elle n'a pas la capacité qu'elle ambitionne d'avoir à peser sur la décision et à être une force d'attraction. Le succès diplomatique remarqué qu'elle enregistre en septembre 2013 en Syrie (l'accord sur la destruction des armes chimiques conduit les Etats Unis et la France à renoncer à l'option du recours à la force et, comme le voulait Moscou, il contribue au maintien au pouvoir de Bachar al Assad) – qui reste limité s'il ne met pas fin à la guerre civile – n'infirme pas ce jugement. La Russie a des ressources qu'elle ne parvient qu'imparfaitement à valoriser, pour des raisons liées à la stratégie employée – les messages envoyés entrent souvent en contradiction les uns avec les autres – et à son évolution interne. Les réalités nationales obèrent sa capacité d'influence extérieure. L'efficacité de son action est liée à l'aptitude du pouvoir à articuler les différentes orientations de la politique menée et à donner à l'ensemble une cohérence. Elle l'est aussi à son engagement sur la voie de la modernisation : le dynamisme interne se répercuterait alors sur l'attraction qu'elle exercerait à l'extérieur.

Références

- BARABANOV M., MAKIENKO K., PUKHOV R. (2012) « [Military reform: toward the new look of the Russian army](#) », rapport du Club Valdaï, Moscou, juillet.
- BOUTORINA O. (2013) « [A l'épreuve du marché. L'Europe et la Russie après la crise](#) », *Russia in Global Affairs*, vol. 11, numéro spécial, juin, pp. 110-112 (en russe et en français).
- CARRON DE LA CARRIÈRE G.(1998) *La Diplomatie économique : le diplomate et le marché*, Paris, Economica.
- CHIRAC J. (1995) [Conférence de presse de M. Jacques Chirac](#), président de la République, Halifax, 15 juin.

- CHIRAC J. (1998) [Conférence de presse conjointe](#) de MM. Jacques Chirac, président de la République, Boris Eltsine, président de Russie, et Helmut Kohl, chancelier d'Allemagne, Moscou, 26 mars.
- COMMITTEE ON FOREIGN RELATIONS, UNITED STATES SENATE (2012) *Energy and Security from the Caspian to Europe*, a minority staff report, 12 décembre, Washington, USGPO.
- DAUCÉ F. (2001) *L'Etat, l'armée et le citoyen en Russie post-soviétique*, Paris, L'Harmattan.
- DOUBININE S. (2013) « [Crise financière. La Russie en quête de réponse](#) », *Russia in Global Affairs*, vol. 11, numéro spécial, juin (en russe et en français).
- EBERSTADT N. (2011) « Dying Bear. Russia's Demographic Disaster » *Foreign Affairs*, vol. 90, n°6, pp. 95-108.
- ELTSINE B. (2000) *Mémoires*, Paris, Flammarion.
- FACON I. (2010) « Armée et armement », in G. Favarel-Garrigues et K. Rousselet (dir.), *La Russie contemporaine*, Paris, Fayard.
- FACON I. (2012) « Sécurité, souveraineté, autorité internationale : la politique militaire de la Russie », *Questions internationales*, n°57, septembre-octobre.
- FMI (2013) *World Economic Outlook: Hopes, Realities, Risks*, avril.
- [INSOR](#) (Institut du développement contemporain) (2010) « Rossiia XXI veka : obraz jelaemovo zavtra » (La Russie au XXI^e siècle : la vision de l'avenir que nous souhaitons avoir), rapport.
- INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES (2013) *The Military Balance 2013*, Londres, Routledge.
- KARAGANOV S. (2009) « Russia in Euro-Atlantic Region », *Rossiiskaia Gazeta* 24 novembre.
- KOLOSSOV V., ZOTOVA M. (2011) « La jeunesse russe et le monde », *Anatoli*, n°2, pp. 249-264.
- LAÏDI Z. (2011) « Les BRICS : un cartel d'ambitions souverainistes », *Le Débat*, n°167, novembre-décembre, pp. 50-59.
- LAVOIE J.-P., LÉVESQUE J. (1999) « [De l'URSS à la Russie : les institutions internationales de sécurité au service d'une superpuissance en chute libre](#) », *Etudes internationales*, vol. 30, n°2, 1999, pp. 257-277.
- LÉVAL H. (2013) « La Russie et sa manne énergétique », *Les carnets du CAP*, pp. 81-93.

- LOCATELLI C. (2008) « [L'UE, aiguillon des stratégies de Gazprom ?](#) », *Russie.Nei.Visions*, n°26.
- MANDEVILLE L. (1994) *L'Armée russe. La puissance en haillons*, Paris, Editions n°1.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE (1999) « Stratégie du développement des relations de la Russie avec l'UE (2000-2010) », *Diplomaticheskii Vestnik*, n°11, novembre 1999 p. 20-28.
- NEUMANN I. (1996) « Self and other in international relations », *European Journal of International Relations*, vol. 2, n°2, pp. 139-174.
- NYE J. (2004) *Soft Power. The Means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs.
- NYE J. (2011) *The Future of Power*, New York, Public Affairs.
- PETITEVILLE F. (2009) *Le Multilatéralisme*, Paris, Montchrestien.
- POPOV N. P. (2008) « Nostalgia for greatness: Russia in the post-Soviet space », *Sociological Research*, vol. 45, n°5, pp. 36-51.
- PRIMAKOV E. (2009) *Le Monde sans la Russie ?*, Paris, Economica.
- PUKHOV R. (dir.) (2010) *The Tanks of August*, Moscou, Centre for Analysis of Strategies and Technologies.
- ROSSTAT (2012) *Rossia v tsifrah* (La Russie en chiffres), Moscou.
- SHARMA R. (2012) « Broken BRICS. Why the rest stopped rising », *Foreign Affairs*, vol. 91, n°6, pp. 2-7.
- SHERR J. (2013) *Hard diplomacy and soft coercion – Russia's influence abroad*, Chatham House
- SHEVTSOVA L. (2003) *Putin's Russia*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace.
- SHUMILIN A. (2013) « Rossiia i problema Sirii » (La Russie et le problème syrien), posté sur le site du RSMD (Conseil russe pour les Affaires internationales), 31 janvier, www.russiancouncil.ru.
- STIGLITZ J. (2002) *La Grande désillusion*, Paris, Fayard.
- de TINGUY A. (dir.) (2008) *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Paris, Autrement.
- de TINGUY A. (2009) « Un espace postsoviétique en pleine mutation », in C. Jaffrelot, C. Lequesne (dir.), *L'Enjeu mondial. Les migrations*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 85-93.

- de TINGUY A. (2012) « Vers une intégration de l'Eurasie ? » in Jean-Pierre Pagé (dir.), Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale et d'Eurasie 2012, Volume 2 : Eurasie, *Les Etudes du Ceri* n°192.
- de TINGUY A. (2013) « Le rapprochement avec la nouvelle Russie », in C. Lequesne, M. Vaïsse (dir.), *La Politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve Editions, pp. 159-177.
- TRENINE D. (2006) « Russia leaves the West », *Foreign Affairs*, vol. 85, n°4, pp. 87-90.
- TSYGANKOV A. (2006) « If not by tanks, then by banks? The role of soft power in Putin's foreign policy », *Europe-Asia Studies*, vol. 58, n°7, pp. 1079-1099.
- UNITED NATIONS, ECONOMIC AND SOCIAL COMMISSION FOR ASIA AND PACIFIC (2012) *Statistical Yearbook for Asia and Pacific 2012*.
- VAÏSSE M. (2009) *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard.
- VERCUEIL J. (2012) « L'intégration régionale : institutions, échanges et vulnérabilités », in Jean-Pierre Pagé (dir.), Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale et d'Eurasie 2012, Volume 2 : Eurasie, *Les Etudes du CERI*, n°192.
- VERCUEIL J. (2013) « [Russie : La 'Stratégie 2020' en question](#) », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, vol. 44, n°1 p.169-194
- VICHNEVSKI A. (dir.) (volume annuel) *Naselenie Rossii* (La population de la Russie), Moscou, Institut de démographie.